

# « L'usure du droit » au Moyen-Orient a encouragé Saddam Hussein

la Tribune de l'Expansion 8/8/90

Directeur de recherches au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques, Ghassam Salamé est un spécialiste du Moyen-Orient. Nous lui avons demandé de donner son point de vue sur la situation actuelle dans la zone, et notamment sur les relations entre les différents pays arabes.

**« La Tribune ».** – Comment expliquez-vous la relative mollesse des réactions arabes à l'agression irakienne ?

**Ghassam Salamé.** – Nous souffrons d'une sorte d'ethnocentrisme occidental : pourquoi la condamnation de l'Irak par les Etats-Unis et l'URSS entraînerait-elle automatiquement des réactions identiques de la part des pays arabes ? Toutes les expériences passées montrent le contraire. Souvenez-vous de la façon dont la Ligue arabe a conforté la position irakienne lors de l'exécution du journaliste britannique Farzad Bazoft...

Au Moyen-Orient, les Etats, les gouvernements ne vivent pas sous le règne de la loi et du droit international. Israël a occupé des territoires en 1967, il y est encore. L'Iran a saisi en 1971 trois îlots appartenant aux EAU (Emirats arabes unis) : il y est toujours. La Syrie a pénétré au Liban en 1976, « pour mettre fin au désordre » : elle y est présente en 1990, le désordre aussi.

Trop paresseuse, ou trop divisée par la guerre froide, la communauté internationale n'a jamais vraiment cherché à mettre fin à cette illégalité généralisée. Et comment voulez-vous que les

pays arabes écoutent aujourd'hui le Conseil de sécurité de l'ONU lorsqu'il condamne l'Irak, alors qu'Israël n'a respecté aucune des multiples résolutions du Conseil de sécurité, lui demandant de se retirer de Cisjordanie ? Il y a une véritable « usure du droit » au Moyen-Orient.

**Le conflit Irak-Koweït semble tout de même brouiller les alliances traditionnelles. Comment l'expliquez-vous ?**

Pour le comprendre, il faut examiner l'une après l'autre les trois séries de problèmes auxquels la région est confrontée.

La question pétrolière, d'abord. Lors de la dernière réunion de l'Opep, l'Irak a été applaudi lorsqu'il a tapé sur la table, accusant le Koweït et les EAU de surproduction. Ce qui est vrai : depuis sept ou huit ans, Abu Dhabi dépasse son quota d'environ 1/2 million de barils/jour, le Koweït de 300.000 à 400.000, faisant contre eux l'unanimité des autres pays arabes producteurs. Ces

derniers, de surcroît, ont été pénalisés par la chute du dollar face aux monnaies européennes : ce sont, rappelons-le, de gros importateurs de produits européens.

La deuxième série de problèmes concerne l'Irak et le Koweït seuls. Bagdad accepte mal d'être privé, à cause de son voisin koweïtien, d'un accès à la mer. Par ailleurs, Koweït, qui a octroyé à l'Irak de 10 à 12 milliards de dollars d'aides pendant la guerre contre l'Iran, a refusé de nouvelles demandes de crédit et, surtout, n'a pas voulu annuler la dette irakienne – contrairement à ce qu'ont fait les Saoudiens. L'émir de Koweït posait comme condition préalable à cette annulation la signature d'un pacte de non-agression : l'Irak était prêt à en signer un, comme il l'a déjà fait avec l'Arabie Saoudite et Bahreïn, mais en échange de la souveraineté sur l'île koweïtienne de Boubyane. Refus du Koweït...

Les autres pays arabes ont montré une grande complaisance à l'égard de la position irakienne. Ils s'irritent de ce que les « riches » de la région ne soient pas plus généreux envers les « pauvres », l'Irak mais aussi l'Egypte ou le Yemen.

**Alors, ils soutiendront l'Irak ?**

Non. Vous oubliez le troisième problème : le remplacement du régime du Koweït par un gouvernement fantoche, dévoué à l'Irak. C'est un événement totalement inacceptable pour les pays de la région, même pour un allié proche de Bagdad comme la Jordanie. Les pays arabes agiront pour éviter qu'il y ait un précédent et pour rétablir le régime princier du Koweït.

**Il est tout de même étonnant de voir l'Arabie Saoudite, menacée, parler si peu...**

Mais non, seuls s'en étonneront ceux qui ne connaissent pas ce pays ! En Arabie Saoudite, dirigée par un groupe de princes, toute décision implique un consensus, qui peut prendre des semaines à se dégager...

Quant à voir l'Irak agresser l'Arabie Saoudite... On ne peut rien exclure, dans les moments de tension, mais j'en serais tout de même très surpris. Non seulement Bagdad a signé avec Ryad un pacte de non-agression, mais il sait ce pays très appuyé par les Etats-Unis. D'autre part, toute la tactique

*« Que l'Irak ait interrompu lui-même l'oléoduc traversant l'Arabie Saoudite, comme il l'a déjà fait pour l'un des deux oléoducs turcs, tendrait à prouver qu'il ne recherche pas de casus belli avec ces deux pays »*

de l'Irak jusqu'ici a été d'isoler le Koweït : en menaçant d'autres pays, il mettrait fin à cet isolement. Le fait que l'Irak ait interrompu lui-même l'oléoduc traversant l'Arabie Saoudite, comme il l'a déjà fait pour l'un des deux oléoducs turcs, tendrait à prouver qu'il ne recherche pas de casus belli avec ces deux pays.

**La Turquie n'est donc pas davantage menacée ?**

La Turquie n'a rien à craindre de l'Irak. Elle a une armée puissante aussi, et de plus, fait partie de l'Otan. En revanche, on peut être certain qu'elle sera récalcitrante à exercer des pressions militaires sur l'Irak : n'oubliez pas qu'elle fait front commun avec ce pays contre les minorités kurdes.

**La guerre froide est finie aujourd'hui : cette nouvelle donne ne va-t-elle pas modifier les réactions du monde arabe ?**

Non, je pense que le risque est plutôt de voir les deux Grands s'entendre pour que le nouvel ordre mondial s'impose aussi, de leur fait, aux petits pays. En URSS comme aux Etats-Unis, les dirigeants doivent tenir compte de leur opinion publique. Bush est poussé par les faucons du Congrès. Et Gorbatchev peut avoir intérêt à montrer à ses militaires qu'il s'entend avec le président américain au point de mener des opérations communes...

Plutôt que de s'engager sur cette voie, l'Occident devrait agir pour rétablir le droit. S'il ne le fait pas, il pourra certes tenter d'abattre Hussein, mais rien n'empêchera qu'un autre dirigeant surgisse, en Irak ou ailleurs, tout aussi peu respectueux de la légalité internationale.

Propos recueillis par DANIELE GERVAIS